

309

V^{ve} PRADEUX

7/5/19/6 - 6 ex.

6^e Arrondissement V.B.
Études Voies

MONTLUCON, le

20 JUIN 1968

Ligne de MONTLUCON à EYGURANDE-MERLINES

Gare d'AUZANCES

E.P. concédé à Mme Vve PRADEUX

D. 52

Monsieur le Chef
de la Subdivision de la Comptabilité V.B.
(2 ex.)

En application de la note Comptabilité
n° 3224 du 8 Mai 1947, je vous adresse ci-joints
3 exemplaires du traité en date du 10/5/68
passé avec Mme Vve PRADEUX pour régler les
conditions d'exploitation de l'embranchement
particulier visé en marge.

LE CHEF DU 6^e ARROND^e V.B.

Signé : MÉTIVET

Copie à : Monsieur le Chef de la 3^e Section
(2 ex.)

avec 2 ex. du traité.

MONTLUCON, le 20 JUIN 1968

Copie à C

avec 1 ex. du traité

L'INGÉNIEUR PRINCIPAL
Chef du 6^e Arrond^e V.B.

Signé : MÉTIVET

Cette modification pourra également intervenir en cas d'anéagement de certains tarifs applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation d'au moins 1 % du taux moyen des prix de transport de marchandises.

Article 10 du C. C. E. -

La S. N. C. F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une seule fois par jour.

Les wagons seront livrés et repris sur la deuxième partie de l'embranchement immédiatement après le taquet d'arrêt (voir plan).

La desserte régulière ne donne pas lieu à redevance.

Article 12 du C. C. E. -

Le coefficient applicable à l'embranchement et servant de base au calcul de la redevance annuelle est fixé à quatre vingt dix points (90).

Catégorie de l'embranchement telle qu'elle est définie dans le tableau de l'Arrêté Ministériel du 6 septembre 1966 : I a.

Article 13 du C. C. E. -

Pour la taxation des marchandises, l'embranchement est :
- situé en gare d'AUZANCES.

Le présent traité, qui annule et remplace les traités d'embranchement du 5 Février 1963 et d'occupation du 5 février 1963, entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait en double à MONTLUCON, le 10 Mai mil neuf cent soixante huit.

LE REPRESENTANT DE LA S. N. C. F.

Signé : GRANVILLE

Signé : PRADEUX.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION DU SUD-OUEST

Gare d'AUZANCES

Traité d'Embranchement particulier

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S. N. C. F.) dont le siège est à PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. DUBOIS, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. GUIBERT, Directeur Général de cette Société,

d'une part,

Et Madame Vve PRADEUX, négociant à AUZANCES (Creuse) où elle fait élection de domicile.

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Madame Vve PRADEUX désirant mettre des fours à chaux qu'elle possède sur le territoire de la commune d'AUZANCES en communication avec la voie ferrée au moyen d'un embranchement particulier, la S. N. C. F. y consent et les parties sont d'accord pour que l'établissement et l'exploitation dudit embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "Cahier des conditions d'Etablissement, d'entretien et d'exploitation des embranchements particuliers (C. C. E.) - Edition du 1er novembre 1966 dont Madame Vve PRADEUX reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui seront complétées ou modifiées comme il est dit ci-dessous et auxquelles l'intéressée déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction, ni réserve.

ARTICLES 1 et 4 du C. C. E. -

La limite entre la première et la seconde partie de l'embranchement est indiquée sur le plan annexé au présent traité.

ARTICLE 8 du C. C. E. :

Le terrain que l'embranché est autorisé à occuper en application de l'article 8 du C. C. E. pour y édifier les installations de seconde partie est repéré sur le plan annexé au présent traité.

La superficie des terrains occupés est de : 144 mètres carrés.

La redevance annuelle d'occupation correspondante est de quatre francs (4 F.). (hors taxes).

En cas de variation dans le prix des tarifs marchandises en général cette redevance sera modifiée à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de FER FRANCAIS

REGION du SUD-OUEST

Ligne de MONTLUCON à EYGURANDE-MERLINES

Gare d'AUZANCES

Embranchement particulier des Fours à Chaux de Mme Vve PRADEUX.

T R A I T E

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. LAMARQUE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. DARGEOU, Directeur Général de cette Société,

d'une part,

et Mme Vve PRADEUX, négociant à AUZANCES (Creuse) où elle fait élection de domicile,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU et ARRETE CE QUI SUIIT :

Mme Vve PRADEUX, concessionnaire d'un embranchement particulier reliant des fours à chaux aux voies de la gare d'AUZANCES, a demandé à la S.N.C.F. de procéder à la suppression du raccordement par plaque tournante de cet embranchement.

La S.N.C.F. y consent et les parties sont d'accord pour que l'entretien, l'exploitation de l'embranchement ainsi modifié aient lieu aux conditions stipulées dans le Cahier des Conditions d'Etablissement, d'Entretien et d'Exploitation des Embranchements Particuliers, (C.C.E.), édition du 18 septembre 1950, enregistré à la même date à PARIS, 1er S.S.P. n° 269 dont Mme Vve PRADEUX reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui sont complétées ou modifiées comme il est dit ci-après et auxquelles elle déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction, ni réserve.

ARTICLE 1^{er} - (Application de l'article 1^{er} du C.C.E.)

Les installations nouvelles de l'embranchement sont figurées sur le plan annexé au traité.

ARTICLE 2 - Le texte de l'article 3 § 1 du C.C.E. est annulé et remplacé par le suivant:

L'embranchement étant établi entièrement sur le domaine public du chemin de fer le présent traité est essentiellement lié au traité d'occupation du terrain et expirera en même temps que ce dernier.

.....

ARTICLE 3 - (Application de l'article 4 du C.C.E.)

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une fois par jour.

Les wagons seront livrés et repris sur la deuxième partie de l'embranchement immédiatement après le taquet d'arrêt (voir plan).

Les dessertes régulières effectuées dans ces conditions ne donneront pas lieu à redevances.

ARTICLE 4 - (Application de l'article 8 du C.C.E.)

Les transports en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxés conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements aboutissant à une gare.

ARTICLE 5 - (Application de l'article 9 du C.C.E.)

	(Redevance forfaitaire annuelle concernant les installations de la première partie :	
§ II A	{	a) charges du capital	
		- trente-cinq francs	35 F.
	{	b) dépenses d'entretien et de renouvellement	
		- vingt et un francs	21 F.
	(Taux de base du calcul des prestations (dessertes autres que les dessertes régulières) :	
§ III	{	a) prix de l'heure d'un engin de manoeuvres :	
		avec { 2 agents de conduite :	37,50 F.
		1 agent de conduite :	33,75 F.
	{	b) prix de l'heure d'un agent de l'Exploitation :	3,75 F.

ARTICLE 6 - Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à savoir :

- la Société Nationale des Chemins de Fer Français, à son siège social, 88, rue Saint-Lazare (9ème) à PARIS,
- et Mme Vve PRADEUX à AUZANCES (Creuse)

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

Fait double à MONTELUÇON, le cinq février mil neuf cent soixante trois.

P. Le Directeur de la Région S.O.
et par délégation

L'Ingénieur
Chef Adjt du 6e Arrondissement EX.

Signé : VERANT

Signé : PRADEUX

Région du Sud - Ouest
--

T R A I T E

pour l'occupation d'un emplacement situé dans la gare d'AUZANCES

-----ooOoo-----

ENTRE :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS, 88, rue St-Lazare, représentée par M. LAMARQUE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. DARGEOU, Directeur Général de cette Société,

d'une part,

Et Mme Vve PRADEUX, Négociant, à AUZANCES (Creuse)

d'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Mme Vve PRADEUX a demandé à la S.N.C.F. l'autorisation d'occuper un emplacement faisant partie du domaine public du chemin de fer situé dans les dépendances de la gare d'AUZANCES, à l'effet d'y établir un embranchement particulier destiné à desservir des Fours à chaux situés à proximité.

La concession et les conditions d'exploitation de cet embranchement particulier seront réglées par un traité distinct.

La S.N.C.F. ayant acquiescé à cette demande, le présent traité a pour objet de régler les conditions auxquelles l'autorisation visée ci-dessus est accordée à Mme Vve PRADEUX qui accepte toutes les obligations faites au "permissionnaire" par les clauses du présent traité.

ARTICLE 1^{er}. - AUTORISATION -

L'autorisation est accordée personnellement au permissionnaire qui s'interdit formellement, sans un accord exprès et écrit de la S.N.C.F. de changer ou de modifier la destination de l'emplacement occupé, ou de transmettre tout ou partie de l'autorisation à un tiers.

L'autorisation est normalement consentie sans limitation de durée avec faculté pour le permissionnaire d'y mettre fin en prévenant la S.N.C.F. au moins un mois à l'avance par lettre recommandée. Toutefois, l'emplacement occupé faisant partie du domaine public du chemin de fer, l'occupation consentie aura un caractère essentiellement précaire et la S.N.C.F. se réserve le droit, sans indemnité pour le permissionnaire, de retirer à toute époque l'autorisation d'occupation pour des motifs d'intérêt public, dont elle sera seule juge, à la condition d'en aviser le permissionnaire six mois à l'avance par lettre recommandée.

La S.N.C.F. se réserve également le droit, sans indemnité pour le permissionnaire, de retirer l'autorisation d'occupation soit en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, soit en cas d'infraction à l'une quelconque des clauses de l'autorisation, à condition d'en aviser le permissionnaire au moins un mois à l'avance par lettre recommandée.

Au cas où le permissionnaire n'aurait pas acquitté, dans le délai d'un mois à partir de la date de son échéance, la redevance fixée par l'autorisation, celle-ci sera résiliée de plein droit et sans indemnité pour le permissionnaire à l'expiration de ce délai d'un mois.

ARTICLE 2. - OCCUPATION - TRAVAUX -

Le permissionnaire disposera de l'emplacement demandé d'une contenance de cent quarante quatre mètres carrés (144 m²) tel qu'il se comporte et dans son état actuel que le permissionnaire déclara parfaitement connaître.

Le permissionnaire procédera, à ses frais, à l'aménagement de l'emplacement occupé. Il devra soumettre à la S.N.C.F. avant tout commencement d'exécution, les dessins des installations ou aménagements à réaliser sur cet emplacement.

Le permissionnaire devra, le cas échéant, faire son affaire personnelle de toutes autorisations à obtenir des tiers ou services intéressés pour l'établissement et l'exploitation, soit sur l'emplacement occupé, soit en dehors des dépendances du chemin de fer, d'installations lui appartenant; il devra justifier à la S.N.C.F. de l'obtention de ces autorisations.

Le permissionnaire sera tenu de maintenir en bon état ses installations et ne pourra y apporter aucune modification, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de la S.N.C.F.

Le permissionnaire s'engage à laisser pénétrer les agents de la S.N.C.F. dans les lieux occupés pour s'assurer, notamment, de l'état de solidité des constructions ou aménagements.

La S.N.C.F. se réserve le droit d'apporter à ses propres installations les modifications qu'elle jugera utiles, sans que le permissionnaire puisse prétendre à aucune indemnité pour la gêne que la réalisation de ces modifications pourrait lui apporter.

ARTICLE 3. - TONNAGE -

Le minimum de tonnage annuel est fixé à une tonne (1 T) par mètre carré de surface occupé, 144 tonnes.

ARTICLE 4. - REDEVANCE d'OCCUPATION. -

Le permissionnaire acquittera à la S.N.C.F. à titre d'indemnité, une redevance annuelle de Neuf francs vingt centimes payable d'avance.

ARTICLE 5. - GARANTIE DE TRAFIC. -

Le permissionnaire versera à la S.N.C.F. au début de chaque exercice, à titre de garantie de trafic, une provision fixée à quatre vingt deux francs quatre vingts centimes.

En fin d'année et sous réserve que le tonnage minimum prévu à l'article 3 ci-dessus ait été atteint, cette garantie de trafic sera remboursée au permissionnaire, en totalité ou en partie, à raison de 0,028 F pour chaque tonne de marchandises reçues ou expédiées par chemin de fer sur l'emplacement.

ARTICLE 6. - REVISION. -

En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, la redevance d'occupation, la garantie de trafic et le taux de remboursement de cette

dernière prévus au présent traité, seront modifiés à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de certains tarifs applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation appréciable du taux moyen des prix de transport de marchandises, analogue à celle qu'aurait provoquée une modification générale des prix des tarifs marchandises.

ARTICLE 7. - CESSATION de l'OCCUPATION. -

L'emplacement occupé par le permissionnaire devra être entièrement libéré à la date d'expiration ou de résiliation de l'autorisation. En cas d'inexécution, une simple ordonnance de référé suffira pour obtenir l'expulsion du permissionnaire. Toutefois, le matériel, les installations et les marchandises se trouvant sur l'emplacement occupé ne pourront être cédés à des tiers ou enlevés par le propriétaire qu'après le paiement de toutes sommes dues à la S.N.C.F. par le permissionnaire par application de l'autorisation; ils constituent un gage de la créance de la S.N.C.F. qui peut en poursuivre la réalisation en cas de non-paiement.

Lorsque l'occupation du terrain par le permissionnaire cessera au cours d'une période annale du fait de ce dernier, les redevances resteront acquises en totalité à la S.N.C.F.; si cette occupation cesse du fait de la S.N.C.F., cette dernière remboursera au permissionnaire la part de la redevance annuelle correspondant à la période de non jouissance.

Dans tous les cas, le permissionnaire sera tenu de remettre les lieux dans leur état primitif. A défaut d'exécution de cette clause dans le mois qui suivra la date d'expiration ou de résiliation de l'autorisation et huit jours après une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet, les installations et aménagements existant sur le dit emplacement deviendront, sans indemnité pour le permissionnaire, la propriété de la S.N.C.F. à moins que celle-ci ne préfère en poursuivre la démolition et libérer l'emplacement aux frais du permissionnaire, sans préjudice de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

ARTICLE 8. - JURIDICTION. -

Toutes contestations entre les parties sur l'exécution des conditions du présent traité seront portées devant les Tribunaux du Département de la Seine.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, savoir :

- la Société Nationale des Chemins de Fer Français à son siège social, 88, rue Saint-Lazare, à PARIS
- et Mme Vve PRADEUX à AUZANCES (Creuse),

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

ARTICLE 9. - TIMBRE ET ENREGISTREMENT. -

Les frais de timbre et d'enregistrement éventuel du présent traité sont à la charge du permissionnaire.

Fait double à MONTLUÇON, le Cinq Février mil neuf cent soixante trois.

P. le Directeur de la Région S.O.

et par délégation

L'Ingénieur

Chef Adjt du 6^e Arrondissement EX.

signé : VERANT

signé : PRADEUX